



25 septembre 2018

(18-5937)

Page: 1/4

Original: anglais

**UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES – CERTAINES  
MESURES RELATIVES AU SECTEUR DE L'ÉNERGIE**

**NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE AU TITRE DE  
L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES  
RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS  
(MÉMORANDUM D'ACCORD) ET DE LA RÈGLE 20 1) DES PROCÉDURES  
DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 21 septembre 2018 et adressée par la délégation de l'Union européenne, est distribuée aux Membres.

1. Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17:1 du *Mémorandum d'accord*, l'Union européenne notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Union européenne et ses États membres – Certaines mesures relatives au secteur de l'énergie* (WT/DS476/R) au sujet de la mesure relative à la certification concernant des pays tiers, de la mesure dérogatoire relative aux infrastructures et de la mesure RTE-E. Conformément à la règle 23 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, l'Union européenne dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

2. Pour les raisons qui seront exposées plus en détail dans ses communications à l'Organe d'appel, l'Union européenne fait appel des constatations et conclusions du Groupe spécial se rapportant aux erreurs de droit et interprétations du droit figurant dans son rapport qui sont décrites ci-après, et demande à l'Organe d'appel d'infirmer ou de déclarer sans fondement et sans effet juridique ces constatations et conclusions et, dans les cas où cela est indiqué, de compléter l'analyse sur la base des constatations du Groupe spécial et des données de fait non contestées figurant dans le dossier.<sup>1</sup>

**I. MESURE RELATIVE À LA CERTIFICATION CONCERNANT DES PAYS TIERS**

3. L'Union européenne fait appel de la conclusion<sup>2</sup> et des constatations connexes<sup>3</sup> du Groupe spécial selon lesquelles la mesure relative à la certification concernant des pays tiers, telle qu'elle est mise en œuvre dans les lois nationales de la Croatie, de la Hongrie et de la Lituanie, est incompatible avec l'article XVII de l'AGCS et n'est pas justifiée au regard de l'exception générale prévue à l'article XIV a) de l'AGCS.

4. Cette conclusion est fondée sur la constatation erronée du Groupe spécial selon laquelle la mesure relative à la certification concernant des pays tiers, telle qu'elle est mise en œuvre dans les

<sup>1</sup> Conformément à la règle 20 2) d) iii) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la présente déclaration d'appel comprend une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées, sans préjudice de la capacité de l'Union européenne de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son appel.

<sup>2</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.1.f.ii.

<sup>3</sup> Y compris la constatation formulée au paragraphe 7.1254 et le raisonnement à l'appui figurant aux paragraphes 7.1241 à 7.1253 du rapport du Groupe spécial.

dispositions des lois des trois États membres de l'UE susmentionnés, n'est pas appliquée d'une manière compatible avec le texte introductif de l'article XIV de l'AGCS.<sup>4</sup>

5. Pour formuler cette constatation, le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application du texte introductif de l'article XIV de l'AGCS. Plus précisément, il a fait erreur en estimant que l'absence de mécanisme *ex-ante* pour l'évaluation des menaces pour la sécurité de l'approvisionnement en gaz que représentaient des GRT contrôlés par des personnes d'un État membre de l'UE constituait un moyen de "discrimination arbitraire ou injustifiable".<sup>5</sup>

6. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmier la conclusion et les constatations connexes visant la mesure relative à la certification concernant des pays tiers dont elle fait appel et de constater que la mesure relative à la certification concernant des pays tiers est justifiée au regard de l'article XIV a) de l'AGCS.

## II. MESURE DÉROGATOIRE RELATIVE AUX INFRASTRUCTURES

7. L'Union européenne fait appel des constatations et de la conclusion du Groupe spécial selon lesquelles les deux conditions visant OPAL figurant dans la décision dérogatoire de 2009 relative à OPAL sont incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994.<sup>6</sup> Le Groupe spécial a fait erreur en constatant que les "deux conditions visant OPAL contestées restreign[aient] l'accès aux marchés des importations de gaz naturel de l'UE en provenance de Russie et limit[aient] les possibilités de concurrence des importations de gaz naturel russe dans l'Union européenne".<sup>7</sup>

8. Les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les conditions relatives au plafond de la capacité de 50% et au programme de cession de gaz de 3 milliards de m<sup>3</sup>/an ont un effet limitatif sur l'importation de gaz naturel en provenance de Russie<sup>8</sup> sont erronées parce que les deux conditions ont été examinées indépendamment des dispositions généralement applicables du droit de l'UE qui en constituent le contexte. Les effets de ces conditions, qui concernent l'accès aux capacités du gazoduc OPAL, doivent être évalués dans le contexte des règles énoncées dans la Directive qui exigent l'accès des tiers au réseau de transport et de distribution du gaz (article 32) et autorisent l'octroi de dérogations partielles aux nouvelles grandes infrastructures (article 36).

9. Le Groupe spécial a fait erreur en n'examinant pas les deux conditions visant OPAL contestées dans leur contexte réglementaire et en les qualifiant à tort de mesure à l'importation de marchandises au sens de l'article XI:1 du GATT de 1994.

10. À titre subsidiaire, l'Union européenne fait valoir qu'en tout état de cause, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que ces conditions avaient un effet limitatif sur l'importation de gaz naturel en provenance de Russie.<sup>9</sup>

11. L'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations et la conclusion du Groupe spécial selon lesquelles les conditions visant OPAL contestées (à savoir le plafond de la capacité de 50% et le programme de cession de gaz de 3 milliards de m<sup>3</sup>/an) sont incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994.<sup>10</sup>

## III. MESURE RTE-E

12. L'Union européenne fait appel de la conclusion<sup>11</sup> et des constatations connexes<sup>12</sup> du Groupe spécial selon lesquelles la mesure RTE-E est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994. Cette conclusion est fondée sur la constatation erronée du Groupe spécial selon laquelle la mesure RTE-E

<sup>4</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1254.

<sup>5</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.1252 et 7.1253.

<sup>6</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.980 à 7.1003 et 8.1.d.iii.

<sup>7</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1002.

<sup>8</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.1000 à 7.1002.

<sup>9</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1001.

<sup>10</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.980 à 7.1003 et 8.1.d.iii.

<sup>11</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.1.g.

<sup>12</sup> Y compris les paragraphes 7.1285 et 7.1299 à 7.1301 du rapport du Groupe spécial et le raisonnement à l'appui figurant aux paragraphes 7.1267 à 7.1286 et 7.1314 à 7.1324.

accorde au gaz naturel russe un "traitement moins favorable" que celui qu'elle accorde au gaz naturel similaire originaire de l'UE.<sup>13</sup>

13. L'Union européenne fait aussi appel de la conclusion<sup>14</sup> et des constatations connexes<sup>15</sup> du Groupe spécial selon lesquelles la mesure RTE-E est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994. Cette conclusion est fondée sur la constatation erronée du Groupe spécial selon laquelle la mesure RTE-E accorde un "avantage" aux importations de gaz naturel originaire de pays autres que la Russie.<sup>16</sup>

14. En formulant ces deux constatations, le Groupe spécial a fait erreur en droit de deux façons, comme suit:

- premièrement, en s'appuyant sur un critère juridique erroné pour établir l'existence d'un "traitement moins favorable" aux fins de l'article III:4 du GATT de 1994 et d'un "avantage" aux fins de l'article I:1 du GATT de 1994; et
- deuxièmement, en excluant *a priori* de son analyse la pertinence juridique des infrastructures existantes de transport du gaz naturel.

15. En outre, lorsqu'il a développé son analyse au regard des articles III:4 et I:1 du GATT de 1994, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne procédant pas à une évaluation objective des faits de la cause:

- premièrement, le Groupe spécial n'a pas examiné les éléments de preuve et arguments détaillés présentés par l'Union européenne concernant la mise en œuvre effective de la mesure RTE-E et, de ce fait, n'a pas procédé à une "évaluation globale" de "tous les éléments pertinents" afin d'établir le sens et le fonctionnement attendu de la mesure RTE-E;
- deuxièmement, l'analyse du Groupe spécial s'appuyait sur les statistiques relatives aux importations fournies par l'Union européenne dans la pièce EU-190. Or le Groupe spécial a mal interprété ces statistiques et a tiré des conclusions qui n'étaient pas dûment fondées sur ces éléments de preuve.

16. Si l'Organe d'appel infirme les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure RTE-E est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article I:1 du GATT de 1994, l'Union européenne lui demande en outre de déclarer sans fondement et sans effet juridique la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la mesure RTE-E n'est pas justifiée au regard de l'article XX j) du GATT de 1994.<sup>17</sup>

17. Au cas où l'Organe d'appel confirmerait les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure RTE-E est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 et/ou avec l'article I:1 du GATT de 1994, l'Union européenne fait appel de la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la mesure RTE-E n'est pas justifiée au regard de l'article XX j) du GATT de 1994.<sup>18</sup> Cette conclusion découle de l'interprétation juridique erronée du membre de phrase "pour lesquels se fait sentir une pénurie" figurant à l'article XX j) du GATT de 1994, selon laquelle le membre de phrase "produits pour lesquels se fait sentir une pénurie générale ou locale" ne couvre pas les produits exposés au risque qu'une pénurie se fasse sentir" et seuls les produits pour lesquels une pénurie se fait sentir "actuellement" peuvent être considérés comme des produits "pour lesquels se fait sentir une pénurie".

<sup>13</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1300.

<sup>14</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.1.g.

<sup>15</sup> Y compris les paragraphes 7.1285 et 7.1311 à 7.1313 du rapport du Groupe spécial et le raisonnement à l'appui figurant aux paragraphes 7.1267 à 7.1286 et 7.1314 à 7.1324.

<sup>16</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.1312.

<sup>17</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 8.1.g et 7.1350 à 7.1353 et raisonnement à l'appui figurant aux paragraphes 7.1328 à 7.1349.

<sup>18</sup> Rapport du Groupe spécial, paragraphes 8.1.g et 7.1350 à 7.1353 et raisonnement à l'appui figurant aux paragraphes 7.1328 à 7.1349.

18. Si l'Organe d'appel infirme l'interprétation juridique erronée donnée par le Groupe spécial du membre de phrase "pour lesquels se fait sentir une pénurie", l'Union européenne lui demande en outre de compléter l'analyse de la mesure RTE-E au regard des éléments restants du critère juridique prévu à l'article XX j) du GATT de 1994 et de constater que la mesure RTE-E est justifiée au regard de cette disposition.

---